

Adaptation et modernisation des entreprises de pêche maritime embarquée (hors remotorisation et augmentation de jauge)

Liste des informations et pièces justificatives nécessaires pour compléter une demande de subvention FEAMPA

Attention : les projets de remotorisation d'un navire de pêche embarquée ou de modernisation d'un navire de pêche entraînant une augmentation de sa jauge brute font l'objet de télé-services dédiés et ne doivent pas être déposés sur ce dispositif.

1/ Dans le cas où j'ai déposé une pré-demande de subvention :

- Se munir du récapitulatif ou du mail d'enregistrement de la pré-demande d'aide FEAMPA déposée sur le Portail des Aides, pour renseigner le numéro et la date de la pré-demande.

2/ Les pièces dont j'ai besoin pour saisir ma demande de subvention et que je vais devoir joindre pour compléter sa saisie :

A. POUR TOUS LES PROJETS

Dans tous les cas :

- La copie de la /des licence(s) communautaire(s) du/des navire(s) de l'entreprise :
 - Dans le cas d'investissements à bord : celle(s) du/des navires concerné(s) par les travaux,
 - Dans le cas de projets à terre : celle d'au moins un navire de l'entreprise, prouvant que le bénéficiaire est bien armateur ou propriétaire d'un navire de pêche embarquée,
- L'ensemble des devis liés à l'opération d'adaptation ou de modernisation de l'entreprise (chantier naval, études préalables, expertises, équipements, frais de montage du dossier ...),
- Le plan de financement, complété à partir du modèle Excel disponible au téléchargement dans le préambule du télé-service,

- L'attestation de régularité fiscale émise par la DGFIP ou attestation sur l'honneur si l'entreprise est nouvellement créée (modèle disponible au téléchargement dans le préambule du télé-service),
- L'attestation de régularité sociale émise par l'Urssaf ou l'ENIM, ou attestation sur l'honneur si l'entreprise est nouvellement créée (modèle disponible au téléchargement dans le préambule du télé-service).
- Les liasses fiscales complètes des trois derniers exercices (ou celles disponibles pour les entreprises créées il y a moins de 3 ans).

Dans le cas où le bénéficiaire est un entrepreneur individuel :

- La carte nationale d'identité ou le passeport valide,
- Les liasses fiscales complètes des trois derniers exercices, si le bénéficiaire en dispose.

Dans le cas où le bénéficiaire est une entreprise existante :

- Les statuts de la société, et joindre l'acte prouvant la nomination du représentant légal, ainsi que la délégation de signature si elles ne sont pas mentionnées dans les statuts, Les liasses fiscales complètes des trois derniers exercices (ou celles disponibles pour les entreprises créées il y a moins de 3 ans).

Dans le cas d'achat de matériel d'occasion :

- Une déclaration sur l'honneur datée et signée, du vendeur du matériel indiquant l'origine exacte du matériel et confirmant qu'il n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des 5 dernières années,

Dans le cas où le dossier de demande de subvention fait l'objet d'un dépôt délégué (par exemple par un centre de gestion, un cabinet comptable, signature d'une convention de gouvernance pour le compte du bénéficiaire) :

- Le devis relatif au coût du montage du dossier par le prestataire,
- L'attestation du bénéficiaire autorisant le dépôt délégué par le demandeur (modèle fourni dans la liste des pièces à joindre).

NB : Dans le cas où le dossier de demande de subvention est déposé directement par le bénéficiaire (dépôt direct), il est possible d'inclure des frais de montage de dossier dans les dépenses prévisionnelles du plan de financement (valorisation du temps passé), selon une estimation du nombre d'heures consacrées au montage du dossier de demande d'aide jusqu'au dépôt de la demande de paiement.

Une fiche temps dûment complétée tout au long de l'avancement du dossier, et attestant des heures réellement consacrées au montage et au suivi de l'opération, devra être jointe à la demande de paiement (voir modèle disponible dans le préambule).

Si le bénéficiaire remplit l'un des critères suivants de bonification de l'aide publique :

- Contribution à l'emploi à la féminisation des métiers : La liste d'équipage mentionnant la présence d'une femme à bord du navire concerné par le projet.

- Contribution à l'emploi des personnes en situation de handicap : Un justificatif du lien à l'entreprise (par exemple contrat de travail) de la personne en situation de handicap, ainsi que le document de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) ou un autre justificatif de reconnaissance du handicap.
- Contribution à la formation professionnelle : La convention de stage ou le contrat signé. S'ils ne sont pas encore disponibles, ils devront impérativement être transmis avant la signature de la convention attributive de l'aide.
- Contribution à l'amélioration des connaissances ou à la recherche et à l'innovation : Une preuve du conventionnement ou une preuve d'inscription à un site de déclaration. Si elles ne sont pas encore disponibles, elles devront impérativement être transmises avant la signature de la convention attributive de l'aide.

Le cas échéant :

- La copie de l'accord de prêt bancaire obtenu pour le projet indiquant le montant et l'intitulé du projet,
- Le plan d'entreprise, complété à partir du modèle Excel disponible au téléchargement dans le préambule du télé-service (**obligatoire si votre projet intègre des investissements dans des équipements de production contribuant notamment à la préservation de la qualité des produits, à une meilleure valorisation ou traçabilité et déclaration des captures**),
- Si certaines dépenses sont présentées en TTC : l'attestation de non récupération de la TVA, émanant du service des impôts,
- Tout document technique (plans modifiés du navire / du bâtiment ou rapports émanant du chantier naval, d'un architecte naval / architecte, bureau d'études ou expert maritime, etc.) ou étude préalable en lien avec l'opération,
- Si le bénéficiaire a sollicité ou obtenu une autre aide publique pour ce projet : Lettre d'intention ou récépissé de la sollicitation de l'aide/Délibération attribuant l'aide/Convention ou arrêté ou décision attributive de l'aide,
- Toute autre pièce que vous jugerez utile à l'instruction du dossier.

B. POUR LES PROJETS A BORD

Dans le cas où le projet intègre des investissements à bord d'un navire :

- La copie des déclarations de capture prouvant que le navire a effectué des activités de pêche pendant au moins 60 jours au cours des deux années civiles précédant celle de la demande de subvention,
- Un justificatif de l'information du Centre de sécurité des navires des travaux envisagés (copie du courrier, du mail ou de l'accusé de réception émanant du CSN),
- Si votre projet a pour objectif l'amélioration de la sécurité ou des conditions de travail : le ou les permis d'armement du ou des navires concerné(s) par l'opération,
- Si votre projet intègre des investissements ne figurant pas dans la liste des investissements éligibles du DOMO de l'OS 1.1 : la preuve que l'investissement contribue à l'objectif recherché :
 - Pour la limitation des impacts sur le milieu : brochure de l'équipement ou de l'engin sélectif et rapport scientifique justifiant de l'impact positif sur le milieu marin,

- Pour l'amélioration de l'efficacité énergétique : littérature scientifique ou rapport d'un organisme compétent,
- Pour l'amélioration de la sécurité des conditions de travail : descriptif ou brochure de l'équipement.

C. POUR LES PROJETS A TERRE

Dans le cas où le projet intègre des équipements de production d'énergie renouvelable à terre :

- La convention d'autoconsommation sans injection dans le réseau, ainsi qu'une étude préalable définissant les besoins en électricité et le dimensionnement de l'installation,

Dans le cas où le projet intègre l'aménagement d'un véhicule routier :

- La carte grise, au nom du bénéficiaire, du véhicule faisant l'objet de l'aménagement. Si le bénéficiaire n'est pas propriétaire du véhicule, joindre également une autorisation du propriétaire de procéder aux travaux,

Dans le cas où le projet intègre l'aménagement d'un bâtiment à terre :

- L'acte de propriété, au nom du bénéficiaire, du bâtiment faisant l'objet de l'aménagement. Si le bénéficiaire n'est pas propriétaire du bâtiment, joindre également une autorisation du propriétaire de procéder aux travaux,

3/ Les autres informations dont j'ai besoin pour saisir ma demande de subvention :

- Le nombre de personnes participant directement à l'opération (ces personnes peuvent notamment être celles recevant la subvention ou celles bénéficiant de l'investissement),
- Si le bénéficiaire a déjà perçu une subvention au titre du FEAMP ou du FEAMPA.

4/ Enfin, le bénéficiaire devra, lors du dépôt de sa demande :

- Attester, notamment :
 - Ne pas avoir commis d'infraction grave à la Politique commune de la pêche entraînant son inadmissibilité en application de l'article 11 du règlement (UE) n°2021/1139 du 7 juillet 2021,
 - Ne pas être impliqué dans l'exploitation, la gestion ou la propriété d'un navire de pêche figurant sur la liste de l'Union des navires de pêche INN (illicite, non déclarée et non réglementée) ou d'un navire battant pavillon de pays reconnu comme pays tiers non coopérant,
 - Ne pas avoir commis de fraude dans le cadre du FEAMP ou du FEAMPA, conformément à l'article 11 du règlement (UE) n°2021/1139 du 7 juillet 2021,
 - Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques (nationales et / ou européennes) que celles présentées dans la demande de subvention,
 - Ne pas avoir déjà bénéficié d'une aide FEAMPA pour le même type d'investissement pour le même navire de pêche pour les investissements à bord ou pour la même entreprise pour les autres investissements,
 - Ne pas faire l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité (ex : liquidation judiciaire) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme

une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d'Etat,

- S'engager, notamment :
 - A tenir une comptabilité séparée de l'opération faisant l'objet de la demande d'aide, ou utiliser un code comptable adéquat pour tracer les mouvements comptables du projet,
 - A respecter, après en avoir pris connaissance, la charte des droits fondamentaux et notamment l'égalité entre les femmes et les hommes, l'égalité des chances et les principes de non-discrimination, en particulier l'intégration des personnes en situation de handicap, ainsi que la Convention des Nations-Unies sur les droits des personnes handicapées (textes disponibles en téléchargement dans le télé-service de demande d'aide),
 - A disposer, dans le cas où sa demande intègre des dépenses de personnel, d'un système de relevé des temps fiable ou d'outils de suivi spécifiques (logiciel de paie, extraction de pointeuse, logiciel de suivi d'activité...),
 - Si le projet intègre des équipements de production d'énergie renouvelable : à ne pas bénéficier des dispositifs nationaux de tarif d'achat ou de complément de rémunération (notamment ceux prévus par l'arrêté tarifaire du 6 octobre 2021 pour le photovoltaïque).

5/ A noter : pièces qui devront être fournies à la demande de paiement :

- Si le projet intègre des travaux à bord d'un navire : Une attestation du chantier indiquant les dates de début et de fin des travaux, mentionnant obligatoirement l'objet des travaux et le nom et l'immatriculation du / des navire(s) concerné(s) par ces travaux.
- Si le projet intègre des travaux à terre : Une attestation de l'entreprise indiquant les dates de début et de fin des travaux, mentionnant obligatoirement l'objet des travaux, ainsi que la localisation du bâtiment ou l'immatriculation du véhicule concerné.
- Dans le cas d'un dépôt direct par le bénéficiaire de l'aide, une fiche temps dûment complétée tout au long de l'avancement du dossier, et attestant des heures réellement consacrées au montage et au suivi de l'opération (voir modèle disponible dans le préambule),
- Si le bénéficiaire remplit l'un des critères suivant de bonification de l'aide publique :
 - Contribution à l'emploi à la féminisation des métiers : La liste d'équipage mentionnant la présence d'une femme à bord du navire concerné par le projet.
 - Contribution à l'emploi des personnes en situation de handicap : Un justificatif du lien à l'entreprise (par exemple contrat de travail) de la personne en situation de handicap, ainsi que le document de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) ou un autre justificatif de reconnaissance du handicap.
 - Contribution à la formation professionnelle : la fiche d'évaluation du stagiaire signée par l'enseignant et le bénéficiaire de l'aide et mentionnant la durée du stage.
 - Contribution à l'amélioration des connaissances ou à la recherche et à l'innovation : l'attestation du chef de file ou du responsable du programme de la réalisation de l'engagement du navire ou la preuve de flux d'informations générées.